



COMMUNIQUE DE PRESSE

Alima Boumediene-Thiery, Sénatrice des Verts, condamne la privatisation des eaux de source du village de Ben S'mim au Maroc

La Sénatrice Alima Boumediene-Thiery (Les Verts) alerte les autorités marocaines sur les conséquences dramatiques que peut avoir un projet industriel mené par une société française dans la région du Moyen Atlas marocain,

Ce projet a pour objectif d'embouteiller une partie des eaux d'une source vitale pour les populations et l'activité agricole du village de Ben S'mim.

Cette privatisation d'un bien commun aura pour effet de priver plus de 3000 personnes et 5000 bêtes du droit inaliénable à l'eau. L'eau y est en effet une denrée vitale aussi bien pour les familles que pour l'activité agricole qui est un pilier du développement économique de cette région.

Considérant que le droit à l'eau est une question qui dépasse les frontières, Alima Boumediene-Thiery attire l'attention des autorités marocaines sur le fait que l'accès à l'eau est un droit fondamental universel et inaliénable : il ne doit faire l'objet d'aucune restriction. Ce bien public ne peut à aucun moment faire l'objet d'une appropriation privée à des fins commerciales.

La sénatrice des Verts, Alima Boumediene-Thiery, condamne fermement toute initiative qui aurait pour objet de restreindre ou d'entraver le droit des villageois de disposer de leur source d'eau.

Alilma Boumediene-Thiery exprime toute sa solidarité et tout son soutien aux villageois dans leur lutte contre la privatisation de leur eau par ce projet industriel.

Elle condamne avec fermeté les arrestations arbitraires par les forces de l'ordre marocaines de citoyens de Ben Smim qui ont pris l'initiative de protéger leur source par la voie d'une marche pacifique ainsi que d'un sit-in, n'ayant pas d'autre choix pour protéger ce droit vital.

Les considérations économiques ne doivent jamais priver l'individu de ses droits humains, notamment lorsqu'il s'agit d'un droit aussi fondamental que le droit d'accès à l'eau.

Alima Boumediene-Thiery attire l'attention des autorités françaises et marocaines sur les dangers et les conséquences d'une telle initiative sur les populations et l'activité agricole de cette région.

Contact : Tewfik : 0678700156